

AFFAIRE FOURNIRET

Pas de découverte au château du Sautou

Les fouilles se sont poursuivies mardi, toujours sans résultat, dans le bois entourant le château du Sautou (Ardennes françaises), ancienne propriété de Michel Fourniret où le tueur en série a indiqué avoir pu enterrer le corps d'Estelle Mouzin, disparue en 2003 alors qu'elle avait 9 ans.



© AFP.

« C'est fait très scientifiquement, mètre carré par mètre carré », a déclaré à la presse M^e Didier Seban, avocat d'Eric Mouzin, le père d'Estelle. « On en est à presque la moitié du terrain identifié qui a été vérifiée, il reste l'autre moitié. Donc l'espoir ne faiblit pas. » Belga

JUSTICE

L'action collective de Test Achats contre Ryanair déclarée recevable

Le tribunal de l'entreprise de Bruxelles a déclaré mardi recevable l'action collective intentée par Test Achats contre Ryanair, visant à obtenir que la compagnie aérienne rembourse les passagers qui n'ont pas pu prendre leur avion en juillet et août 2018. Un conflit social majeur secouait alors Ryanair, conduisant à l'annulation et au retard de 172 vols. « En termes de jurisprudence, c'est important pour nous », a commenté Julie Frère, porte-parole de Test Achats. « Car cela montre que les droits des passagers ne doivent pas être pris à la légère ». Le tribunal a choisi le système d'opt-in, selon Test Achats, autrement dit feront partie du groupe de demandeurs toutes les personnes lésées qui auront explicitement exprimé leur souhait de rejoindre l'action collective. En cas de succès de l'action, elles pourront bénéficier d'indemnités entre 250 et 600 euros. BELGA

COMMUNAUTÉ ROM

« Des centaines de familles attendent une solution »

Les ressortissants de l'UE vivant sans toit à Bruxelles, qui sont nombreux à appartenir à la communauté rom, restent particulièrement éloignés des dispositifs de soutien existants.

REPORTAGE
ARTHUR SENTE

Quand on a découvert l'appartement, on était très émus. » Marketa et David, arrivés en Belgique en 2004, connaissent pour la première fois depuis 16 ans le confort d'une vie stable entre 4 murs. Grâce au soutien de l'ASBL Diogènes, spécialisée dans l'accompagnement des personnes en rue à Bruxelles, ce couple issu de la communauté rom de Slovaquie et leurs 4 enfants viennent de briser un cycle fait de séjours en rue et de nuits en centres d'hébergement. « Ce n'était pas une vie. Je me souviens que ma femme devait se lever à 6 h pour suivre une formation horeca, après avoir dormi dehors », se rappelle David. Paradoxalement, c'est en plein confinement que la situation de la famille a pu se stabiliser, explique Daniela Novac. Travailleuse de rue spécialisée dans le contact avec la communauté rom, dont elle est issue, elle suit Marketa et David depuis 2014. « La société immobilière Cohabs nous a contactés pour proposer de mettre à disposition, durant 3 mois, un logement qui attendait d'être mis en location à Schaerbeek. Et pendant cette période, un accord a pu être trouvé avec une agence immobilière sociale pour leur trouver cet immeuble-ci, à Anderlecht » retrace-t-elle. Grâce à cela, la famille, qui dispose depuis août d'un bail assuré pour un an, a pu recouvrer une série de droits, comme la perception de ses allocations familiales. « Cette famille ne pouvait pas se domicilier lorsqu'elle vivait dans un hébergement du Samusocial. Or, c'est ce qui conditionne tout le reste, » note Daniela Novac. Mieux encore : une autre famille rom a pu être relogée à l'étage du dessus. Cela tombe bien, car depuis qu'ils ont vécu ensemble dans un squat en 2014, les deux ménages ne se lâchent plus.

Si la solidarité intra-communautaire



Depuis août, la situation de David et Marketa, sans logement depuis 16 ans, s'est sérieusement stabilisée.

© DOMINIQUE DUCHESNES.

des Roms leur permet à plusieurs égards d'un peu mieux s'en sortir que la moyenne des ressortissants européens suivis par Diogènes – c'est l'un des constats exposés dans le dernier rapport Diogènes/Brussel'help écrit sur le sujet (lire par ailleurs) – cela ne les empêche pas de faire valoir plus difficilement une série de droits (aide sociale, accès au logement, aide médicale) que la moyenne des mal-logés de nationalité belge. Par rapport à ces derniers, les ressortissants européens sont également tenus, une fois régularisés, de trouver rapidement du travail sous peine de perdre leur titre de séjour provisoire. Heureusement pour David, c'est en bonne voie : « J'ai rendez-vous pour signer un contrat article 60 à la commune d'Anderlecht, dans le nettoyage. »

Des moyens « marginaux »

Ces récits positifs ne privent pas Daniela Novac de déplorer le manque de moyens dévolus au soutien des personnes roms en situation de grande précarité. À l'exception de Diogènes et du Foyer, rares sont les ASBL bruxelloises armées pour mener un travail éclairé en la matière. « Ici, on a pu venir en aide à deux familles, mais il y en a des centaines qui attendent des solutions. L'aide est assez marginale par rapport à l'ampleur du problème. » Sur 19 CPAS bruxellois, note-t-elle également, seul celui de la Ville de Bruxelles dispose pour l'heure d'une cellule « Roms », qui présente des résultats encourageants. L'an dernier, son subside régional de 250.000 euros lui a toutefois été retiré, forçant le CPAS à le maintenir à flot sur fonds propres.

Les sans-abri européens, plus éloignés d'un revenu

Via son travail auprès des sans-abri et des mal-logés, l'ASBL Diogènes collecte un grand nombre de données précieuses pour appréhender la situation du public bruxellois. Dans son dernier rapport, qu'elle vient de publier en collaboration avec Bruss'Help (la nouvelle coupole faitière du secteur à l'échelon bruxellois), elle utilise ces données pour pointer une série de spécificités propres au vécu des migrants intra-européens en situation de sans-abrisme chez nous (principalement de nationalité roumaine ou polonaise). Les chiffres illustrent une propension à migrer en famille qui rend possible une solidarité intra-communautaire permettant par exemple d'observer une meilleure santé mentale et moins d'assuétudes que chez les sans-abri belges. Mais des difficultés spécifiques sont aussi observées. En effet, les données de Diogènes démontrent que seuls 11,6 % des Européens suivis disposent d'un revenu d'intégration sociale (RIS), contre 36,9 % pour les Belges suivis. Elles montrent enfin que les personnes en situation de séjour « stable » tendent – même en situation précaire – à recouvrer plus facilement l'accès à une série de droits, comme celui à une assurance santé. Pour Mauro Striano, chargé de projet au sein de Bruss'Help, ces constats doivent amener les pouvoirs publics à réagir. « Au niveau local, faut se poser la question de comment on accède à une domiciliation, qui conditionne tout le reste », soutient-il. « Tandis qu'au niveau européen, il y a des notions établies dans la directive sur la libre circulation qui restent vagues et qui se prêtent encore à des interprétations très différentes au niveau national. Elles pourraient être clarifiées. » Il cite notamment la nécessité d'être considéré comme ayant « une chance réelle d'être engagé » pour pouvoir maintenir valide un titre de séjour provisoire (carte E). Des termes flous qui, dans les faits, dit-il, contribuent à compliquer la vie de certaines communautés plus fréquemment discriminées que d'autres. A. SE

20007208

Prix Victor Rossel

Invitation ce jeudi 10 décembre à la cérémonie de remise des Prix Victor Rossel 2020

Pour connaître le nom des lauréats, venez assister ce jeudi 10 décembre en livestreaming de 18h30 à 19h30 à la cérémonie de remise des Prix Victor Rossel sur

lesoir.be/pvr2020



LE SOIR
Reprenons notre quotidien